

**L'ACTIVITÉ POLITIQUE  
DU JAPON ENTRE LE 1ER  
JANVIER ET LE 31 MARS 2025.  
IL COUVRIRA LE GOUVERNEMENT  
CENTRAL ET LES DYNAMIQUES  
POLITIQUES RÉGIONALES, AVEC  
UNE ANALYSE FACTUELLE.**

**Dr Ange Nsouadi**  
Conseiller économique  
du Congo au Japon



# INTRODUCTION

Au premier trimestre 2025, le paysage politique japonais est marqué par des changements majeurs sur la scène nationale et une activité diplomatique soutenue en Asie de l'Est. Après une décennie de stabilité, le Japon entre dans une nouvelle ère politique dominée par un gouvernement central affaibli mais résilient, des dynamiques régionales où les gouverneurs et maires jouent un rôle clé, et une politique étrangère active face à des enjeux cruciaux (relation avec les États-Unis, montée en puissance de la Chine, rapprochement avec la Corée du Sud, menace nord-coréenne, etc.). Ce rapport, préparé par l'Ambassade de la République du Congo au Japon, propose une synthèse neutre et factuelle de la réalité politique japonaise sur la période du 1er janvier au 31 mars 2025. Il est structuré en trois volets – gouvernement central, politiques régionales et politique étrangère – et s'appuie sur des sources d'information japonaises (en japonais et en anglais) pour documenter les développements clés. Une bibliographie exhaustive est fournie en fin de document.

# **I. GOUVERNEMENT CENTRAL : UN LEADERSHIP AFFAIBLI ET DES RÉFORMES SOUS CONTRAINTE**

## **1. Transition au pouvoir et nouveau paysage parlementaire :**

Le début de 2025 voit le Premier ministre Fumio Kishida céder la place à Ishiba Shigeru, à la suite d'une série de revers politiques en 2024. En effet, miné par un scandale de financement politique et une popularité en chute libre, M. Kishida a renoncé à la présidence du Parti Libéral-Démocrate (PLD) fin septembre 2024, ouvrant la voie à l'élection d'Ishiba Shigeru – figure réformiste du PLD comme nouveau leader.



Dès son entrée en fonctions, M. Ishiba a dissous la Chambre des représentants et provoqué des élections anticipées le 27 octobre 2024. Le scrutin s'est soldé par une défaite historique du PLD et de son partenaire Kōmeitō, qui ont perdu la majorité absolue qu'ils détenaient depuis 2012. Sur 465 sièges, la coalition PLD-Kōmeitō est passée de 279 députés avant l'élection à seulement 215 sièges après le scrutin (LDP Losses: October 2024 Japanese Election Ends the "Neo-1955 Setup" | Nippon.com), soit bien en dessous des 233 sièges requis pour la majorité. Cette contre-performance – la pire pour le PLD depuis 15 ans – a bouleversé l'équilibre du Parlement en renforçant l'opposition. Le Parti constitutionnel démocratique (PCD, centre-gauche) est redevenu la première force d'opposition avec 148 sièges (+50) (DPP's quadrupling of seats burnishes its potential as a coalition partner - The Japan Times), tandis que le Parti de l'Innovation (Nippon Ishin, centre-droit libéral) conserve une présence notable avec 38 sièges.

Le petit Parti démocrate pour le Peuple (PDP, centre) a, quant à lui, quadruplé sa représentation en passant de 7 à 28 sièges, s'imposant comme un potentiel « faiseur de rois » au Parlement ( DPP's quadrupling of seats burnishes its potential as a coalition partner - The Japan Times ) ( DPP's quadrupling of seats burnishes its potential as a coalition partner - The Japan Times ). Les autres sièges se répartissent entre le Parti communiste japonais (8 sièges), quelques partis minoritaires (Reiwa Shinsengumi, Sanseitō, etc. avec 2-3 sièges chacun) et des indépendants.



Face à cette Chambre fragmentée, M. Ishiba dirige le premier gouvernement minoritaire qu'ait connu le Japon depuis 1994 . Le PLD et le Kōmeitō ne contrôlant que 46% des sièges, le gouvernement est contraint de rechercher des appuis au cas par cas auprès de l'opposition pour faire adopter les lois et le budget . Plutôt que de former une coalition formelle avec un troisième parti, le Premier ministre a opté pour une stratégie de coopération législative flexible, guidée par le principe du « jukugi » (débat approfondi) au Parlement (Japanese Politics at a Turning Point: From One-Party Dominance to the Era of Deliberative Debate - Discuss Japan) (Japanese Politics at a Turning Point: From One-Party Dominance to the Era of Deliberative Debate - Discuss Japan). Ishiba Shigeru a souligné sa volonté de « mener le gouvernement en collaboration avec les partis d'opposition », favorisant des discussions franches et sans exclusive entre la majorité et l'opposition . Ce style de gouvernance tranche avec la domination sans partage du PLD qui prévalait jusqu'alors et marque le début d'une ère de débats plus délibératifs à la Diète.



## 2. Adoption du budget 2025 : compromis inédits et priorités politiques

L'épreuve de vérité pour ce gouvernement minoritaire a été le vote du budget initial pour l'exercice fiscal 2025 (avril 2025 – mars 2026). Le projet de budget, d'un montant record de 115,2 trillions de yens (environ 768 milliards \$US) (Diet passes 2025 budget bill after compromises made | The Asahi Shimbun: Breaking News, Japan News and Analysis), a finalement été adopté in extremis le 31 mars 2025, dernier jour de l'exercice 2024. Fait sans précédent dans l'histoire constitutionnelle japonaise, la loi de finances a dû être modifiée à deux reprises en cours d'examen parlementaire – d'abord à la Chambre basse, puis à la Chambre haute – pour intégrer des exigences de l'opposition et assurer son passage (Diet passes 2025 budget bill after compromises made | The Asahi Shimbun: Breaking News, Japan News and Analysis) (Diet passes 2025 budget bill after compromises made | The Asahi Shimbun: Breaking News, Japan News and Analysis).

- **Compromis à la Chambre des représentants :** en février, le PLD a négocié le soutien du Parti de l'Innovation (Ishin) en acceptant l'introduction de la gratuité des frais de scolarité au lycée dans le budget (Diet passes 2025 budget bill after compromises made | The Asahi Shimbun: Breaking News, Japan News and Analysis). Cette mesure, défendue de longue date par l'opposition, a été intégrée afin de soulager les ménages et favoriser l'éducation des jeunes, dans un contexte de dénatalité préoccupant.
- **Amendements au Sénat :** en mars, ce sont les partis d'opposition du centre et de gauche (PCD, PDP, Parti communiste, Reiwa) qui ont fait pression au Sénat pour bloquer une disposition controversée visant à augmenter le plafond mensuel de reste-à-chARGE pour les patients aux traitements médicaux coûteux . Ce projet de hausse, perçu comme pénalisant pour les malades, a été retiré du budget lors de son examen sénatorial. Ainsi amendé et allégé de cette mesure impopulaire, le budget a pu être voté par la Haute Assemblée le 31 mars.



Ces concessions témoignent de la faiblesse numérique du gouvernement Ishiba, obligé de composer avec l'opposition dans une Diète en « chambre bloquée » (aucun camp n'ayant la majorité absolue). C'est la première fois depuis 1947 qu'un budget japonais est adopté après avoir été amendé par la Chambre haute, signe d'une procédure inhabituelle rendue nécessaire par l'absence de majorité claire. Au final, les principaux postes de dépense du budget 2025 reflètent un équilibre entre les priorités du PLD (par exemple, la défense nationale avec 8,7 trillions ¥ alloués, un record historique, conformément à l'objectif de porter les dépenses de défense à 2% du PIB d'ici 2027 et des demandes de l'opposition (mesures en faveur de l'éducation, refus d'alourdir les charges médicales, etc.).



Parallèlement au budget, le gouvernement a promulgué en janvier une série de réformes institutionnelles touchant à l'éthique politique, un thème crucial après le scandale ayant ébranlé le PLD. Profitant de l'ouverture de la session parlementaire extraordinaire fin 2024, le Cabinet Ishiba a collaboré avec certains partis d'opposition pour adopter des lois renforçant la transparence du financement politique . Notamment, les fonds spéciaux pour activités politiques des députés (appelés "seikatsuhi") ont été purement et simplement abolis, et une agence indépendante de vérification des financements politiques a été créée



afin de restaurer la confiance du public. Ces réformes faisaient suite au scandale des caisses noires du PLD révélé fin 2023 (des factions du parti auraient dissimulé des fonds issus de dîners de soutien) et visaient à montrer que la nouvelle équipe prenait au sérieux la moralisation de la vie politique . M. Ishiba a salué « le franc débat entre la majorité et l'opposition » qui a permis ces avancées, y voyant l'émergence d'un véritable « Parlement délibératif » conforme à l'intérêt général



### **3. Défis et opinion publique :**

malgré ces efforts, le gouvernement Ishiba reste fragile et en proie à des difficultés persistantes. L'approbation de l'exécutif auprès de l'opinion est relativement basse depuis son installation. Début janvier 2025, les taux de soutien au cabinet Ishiba stagnaient autour de 30 à 40% selon les médias, des scores comparables à la fin de l'ère Kishida, tandis que la proportion de mécontents oscillait entre 40 et 50%.



Cette situation reflète la défiance d'une partie de la population à l'égard du PLD après les scandales, ainsi qu'une certaine déception envers Ishiba Shigeru, attendu comme un réformateur mais contraint de composer avec l'appareil du parti. Néanmoins, au lendemain d'initiatives diplomatiques réussies (telles que son sommet avec le président américain début février), M. Ishiba a connu un léger regain de popularité – certains sondages NHK début février le créditant d'environ 44% d'opinions favorables, en hausse.

Cet équilibre précaire a été rompu fin mars par une affaire de clientélisme politique impliquant directement le Premier ministre. La presse a révélé que le bureau de M. Ishiba avait distribué discrètement à de jeunes députés PLD des chèques-cadeaux de 100 000 yens chacun (environ 670 €) au Nouvel An.

Officiellement destinés à soutenir les élus débutants, ces coupons s'apparentent pour beaucoup à un « achat de fidélité » politique. La nouvelle a choqué l'opinion, d'autant qu'Ishiba Shigeru bénéficiait jusque-là d'une image d'intégrité, exempte des affaires d'argent qui touchent périodiquement le PLD .

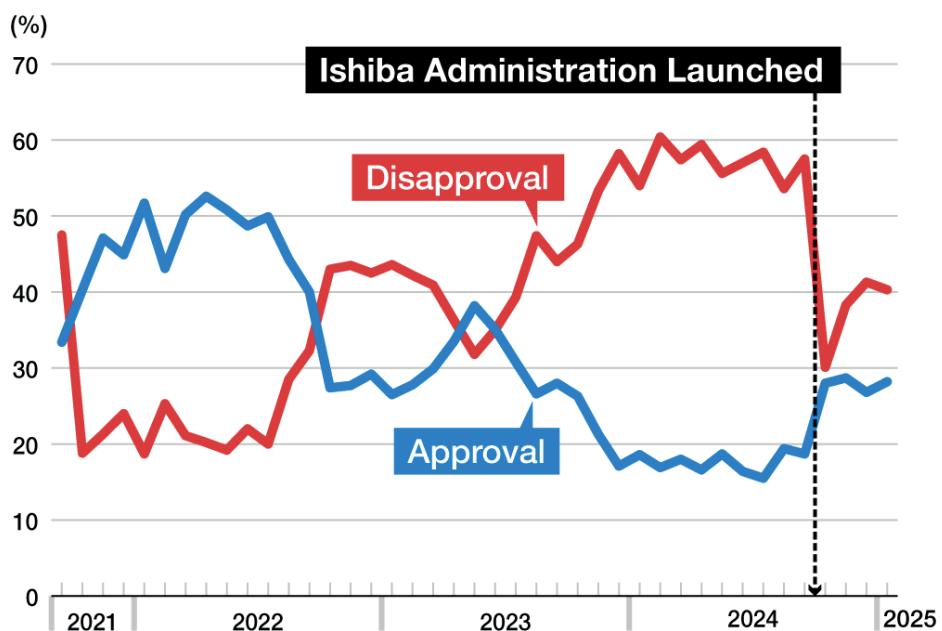


Un sondage Kyodo réalisé les 22-23 mars montre que 71,6% des Japonais désapprouvent ces dons en bons d'achat offerts par le Premier ministre à ses parlementaires novices .



En conséquence, le taux de soutien au Cabinet Ishiba a chuté sous la barre des 30% – une première depuis sa prise de fonctions – pour s'établir à 27,6% fin mars, tandis que le taux de désapprobation a grimpé à 57,8%. Cette dégringolade de popularité en l'espace d'un mois jette un doute sur l'avenir du Premier ministre, déjà fragilisé par sa position minoritaire.

### Approval/Disapproval for the Administration



Created by Nippon.com based on data from Jiji Press.

nippon.com

Évolution du taux d'approbation du Cabinet Ishiba après deux mois au pouvoir. Un sondage de mars 2025 (Kyodo News) montre la chute brutale du soutien populaire (barres bleues) à la suite du scandale des chèques-cadeaux, tandis que le mécontentement (barres rouges) atteint près de 60%

Conscient de ces difficultés, Ishiba Shigeru a promis de « s'expliquer sincèrement » devant la Diète et l'opinion, rappelant que la pratique d'offrir des cadeaux monétaires était déjà répandue sous des prédécesseurs (il est avéré que l'ancien PM Fumio Kishida avait offert des bons similaires à des secrétaires d'État en 2022). Il n'en demeure pas moins que cette affaire entame le capital politique d'Ishiba au moment où il doit préparer une échéance cruciale : les élections à la Chambre des conseillers (chambre haute) prévues en juillet 2025. Une contre-performance du PLD à ce scrutin pourrait amplifier la crise gouvernementale. Pour l'heure, Ishiba exclut de démissionner et entend poursuivre son agenda, axé sur la relance de l'économie (confrontée à une inflation modérée de ~3% et à la hausse des salaires négociée lors du Shuntō de mars), sur la lutte contre la baisse de la natalité (avec la mise en place en avril 2025 de nouvelles aides aux familles, conformément aux plans lancés sous Kishida) et sur le renforcement de la défense nationale. Le gouvernement central, bien qu'affaibli, s'attelle à "gouverner par consensus" dans cette configuration inédite de minorité parlementaire, en misant sur la coopération transpartisane pour mener à bien les affaires courantes jusqu'à l'été 2025.



## **II. DYNAMIQUES POLITIQUES RÉGIONALES : GOUVERNANCE LOCALE ET ÉLECTIONS PRÉFCTORALES**

Sur la scène régionale, la vie politique japonaise au premier trimestre 2025 est caractérisée par une relative stabilité des leaderships locaux et par des élections locales marquées par le pragmatisme et les alliances transpartisanes. Les gouverneurs de préfecture et les maires des grandes villes continuent de jouer un rôle essentiel dans la mise en œuvre des politiques publiques et l'innovation locale, souvent en bonne intelligence avec le pouvoir central.

### **1. Élections de gouverneurs (janvier-mars 2025) :**

des sortants plébiscités – Quatre préfectures importantes ont organisé des élections pour le poste de gouverneur au cours du trimestre, donnant lieu à des résultats révélateurs des tendances de la politique locale japonaise. Dans tous les cas, les candidats soutenus par une large coalition incluant aussi bien le PLD (au pouvoir nationalement) que les principaux partis d'opposition ont remporté la victoire. Cette convergence illustre la différence d'approche entre la politique nationale – plus polarisée – et la politique locale souvent davantage centrée sur les personnalités et les enjeux concrets du terrain, au-delà des clivages partisans.

- **Préfecture de Yamagata (nord du Japon)** – Le 26 janvier 2025, la gouverneure sortante Yoshimura Mieko (73 ans, indépendante) a été réélue triomphalement pour un 5ème mandat consécutif.



Mme Yoshimura, première femme au Japon à exercer cinq mandats de suite à la tête d'une préfecture, a obtenu un soutien transversal exceptionnel : les branches préfectorales du PLD, du PCD, du PDP et même du Parti

communiste appelaient toutes à voter pour elle. Cette unité des partis, rare ailleurs, s'explique par la popularité de la gouverneure et son bilan jugé positif dans cette préfecture rurale (politique sociale, développement local). Elle a écrasé son seul adversaire, un candidat indépendant de 84 ans, avec plus de 95% des voix selon les estimations (Japan, Yamagata gubernatorial election results: Mieko Yoshimura ...). La réélection de Yoshimura – qui se réclame d'une gestion non partisane – confirme la tendance à la dépolitisisation relative des scrutins locaux, où les électeurs privilégiennent souvent la continuité et l'expérience.

#### • Préfecture de Gifu (centre du Japon)

Le même jour, Esaki Yoshihide (60 ans, indépendant) a été élu gouverneur de Gifu pour la première fois, succédant à un sortant qui ne se représentait pas. Comme à Yamagata, l'alliance-PLD-PCD-PDP-Kōmeitō s'était formée derrière M. Esaki, assurant son succès confortable face à une unique opposante soutenue par le Parti communiste. Ces deux élections de janvier (Yamagata, Gifu) montrent que lorsque les grands partis nationaux coopèrent au niveau local, les candidats bénéficient d'un large socle électoral et l'emportent aisément.



#### • Préfecture de Chiba (région de Tokyo)

Le 17 mars 2025, Kumagai Toshihito (47 ans, indépendant) a remporté un second mandat de gouverneur de Chiba, une préfecture côtière peuplée abritant l'aéroport international de Narita. Cinq partis majeurs – PLD, PCD, PDP, Kōmeitō et Nippon Ishin – soutenaient officiellement Kumagai, reflétant une fois de plus le consensus local autour du sortant. Il a devancé trois autres candidats, dont un polémiste d'extrême-droite (Takashi Tachibana, chef d'un micro-parti anti-NHK) qui a focalisé l'attention médiatique par ses frasques. M. Kumagai a mis en avant durant sa campagne des projets concrets pour Chiba, notamment l'attraction d'entreprises profitant de l'extension en cours de l'aéroport de Narita, ainsi que le renfor-

cement des mesures de prévention des catastrophes naturelles dans une région sujette aux typhons ( Chiba Gov. Toshihito Kumagai wins reelection bid as turnout dips - The Japan Times ). Sa réélection n'est pas une surprise, mais on note un taux de participation assez faible (31,9%, en baisse par rapport à 2017) (Chiba Gov. Toshihito Kumagai wins reelection bid as turnout dips - The Japan Times ), signe d'un certain désintérêt électoral lorsque l'issue du scrutin semble jouée d'avance.

- **Préfecture de Fukuoka (île de Kyūshū)**

– Le 24 mars 2025, Hattori Seitarō (70 ans, indépendant) a été reconduit pour un second mandat de gouverneur de Fukuoka, grande préfecture du sud-ouest. Là encore, une large coalition allant du PLD au PCD en passant par le PDP, le Kōmeitō et même le petit Parti social-démocrate apportait son soutien à M. Hattori



Fort de cet appui et d'un solide réseau local, il a battu trois challengers sans difficulté. Le gouverneur Hattori avait fait campagne en mettant en avant ses réalisations du mandat écoulé (modernisation des infrastructures, soutien aux PME) et de nouvelles promesses adaptées aux besoins locaux, comme l'installation de climatiseurs dans tous les gymnases des lycées de la préfecture ou la réduction des frais de crèche pour les familles nombreuses (. Ces mesures concrètes et apolitiques lui ont valu un large soutien, contribuant à faire remonter légèrement la participation (31,6%, en légère hausse par rapport au minimum historique de 29,6% en 2021)

En résumé, ces élections de gouverneurs confirment que les politiques régionales japonaises sont souvent marquées par le pragmatisme et le dépassement des clivages partisans. Les sortants bénéficient d'un avantage décisif lorsqu'ils ont su fédérer un large spectre politique autour de leur action. La plupart des gouverneurs sont sans étiquette formelle mais adoubés en coulisses par les grands partis, qui préfèrent s'entendre au niveau local plutôt que de risquer une alternance. Le Parti communiste reste souvent le seul à présenter des candidats opposés, sans succès dans les cas cités. Cette recherche du consensus local vise à assurer la stabilité et la continuité de la gouvernance régionale, notamment pour mener à bien des projets de long terme (aménagements, attractivité économique, prévention des risques naturels, etc.). Elle peut cependant contribuer à une certaine apathie électorale, les électeurs ne percevant pas d'enjeu de changement lorsque presque tous les partis soutiennent le même candidat.



## 2. Initiatives locales et relations avec le centre :

Au-delà des élections, les gouvernements régionaux ont poursuivi au cours du trimestre leurs initiatives propres, tout en collaborant étroitement avec Tokyo sur les grands dossiers. Un exemple notable est la préparation de l'Exposition universelle d'Osaka 2025 (prévue d'avril à octobre 2025) : la préfecture d'Osaka et la ville d'Osaka, dirigées par des élus du parti local Osaka Ishin no Kai, ont intensifié les travaux d'infrastructure et les campagnes promotionnelles en ce début d'année, en coordination avec le gouvernement central qui cofinance certains équipements. L'Expo constituera une vitrine internationale pour le Japon post-COVID, et son succès est un enjeu commun



pour les autorités locales du Kansai et l'État. De même, lorsqu'un séisme a touché la péninsule de Noto (préfecture d'Ishikawa) fin 2024, les gouvernements locaux affectés ont pu obtenir un soutien budgétaire additionnel de Tokyo – intégré via un amendement au budget 2024 – grâce au plaidoyer conjoint de parlementaires d'opposition et du Kōmeitō (Japanese Politics at a Turning Point: From One-Party Dominance to the Era of Deliberative Debate – Discuss Japan). Ce type de coopération pragmatique montre que, même dans un contexte de rivalité partisane au Parlement, l'intérêt général local peut primer et fédérer les acteurs politiques.

Par ailleurs, les dirigeants régionaux continuent d'émerger comme des acteurs politiques nationaux influents. Le cas le plus emblématique est celui de Yoshimura Hirofumi, gouverneur d'Osaka, qui a été élu le 1er décembre 2024 à la tête du Parti Nippon Ishin (Innovation) – devenant ainsi le seul gouverneur en exercice à diriger un grand parti national d'opposition



M. Yoshimura, 49 ans, est populaire dans sa région et symbolise la montée en puissance d'Osaka Ishin, un mouvement né localement mais ayant des ambitions nationales. Sous sa direction, le Parti de l'Innovation (centre-droit réformateur) vise à s'élargir au-delà du Kansai et à jouer un rôle majeur lors des prochaines élections, notamment les sénatoriales de juillet 2025 où il espère "briser la majorité de la coalition au pouvoir" au Sénat. Cependant, Yoshimura a indiqué que son parti n'investirait pas de candidats partout au Japon mais se concentrerait sur ses bastions, préférant coopérer avec d'autres forces d'opposition ailleurs. Ce double rôle de gouverneur et de chef de parti national est inédit et lui confère un poids politique certain. Néanmoins, il l'oblige à un équilibre délicat entre les intérêts de sa préfecture

(dont il reste responsable à plein temps) et la stratégie de son parti sur la scène nationale.

Dans d'autres régions, les gouverneurs restent focalisés sur les enjeux locaux immédiats, tout en faisant entendre leur voix dans le débat national via l'Association nationale des Gouverneurs. Un thème transversal est la démographie en déclin : plusieurs préfets (tels que ceux d'Akita ou de Tottori, confrontés à un exode rural) ont profité du lancement en février par le gouvernement central d'une « contre-offensive démographique » pour proposer des mesures adaptées à leurs territoires, par exemple des incitations fiscales locales pour les familles nombreuses ou le soutien à l'installation de télétravailleurs venant des métropoles. Les maires des grandes villes, quant à eux, poursuivent des politiques d'innovation urbaine : à Tokyo, la gouverneure Yuriko Koike (réélue en 2024) continue de promouvoir la transition écologique de la capitale (initiative « Zéro Carbone Tokyo ») et la résilience face aux pandémies, en lien avec les autorités nationales.

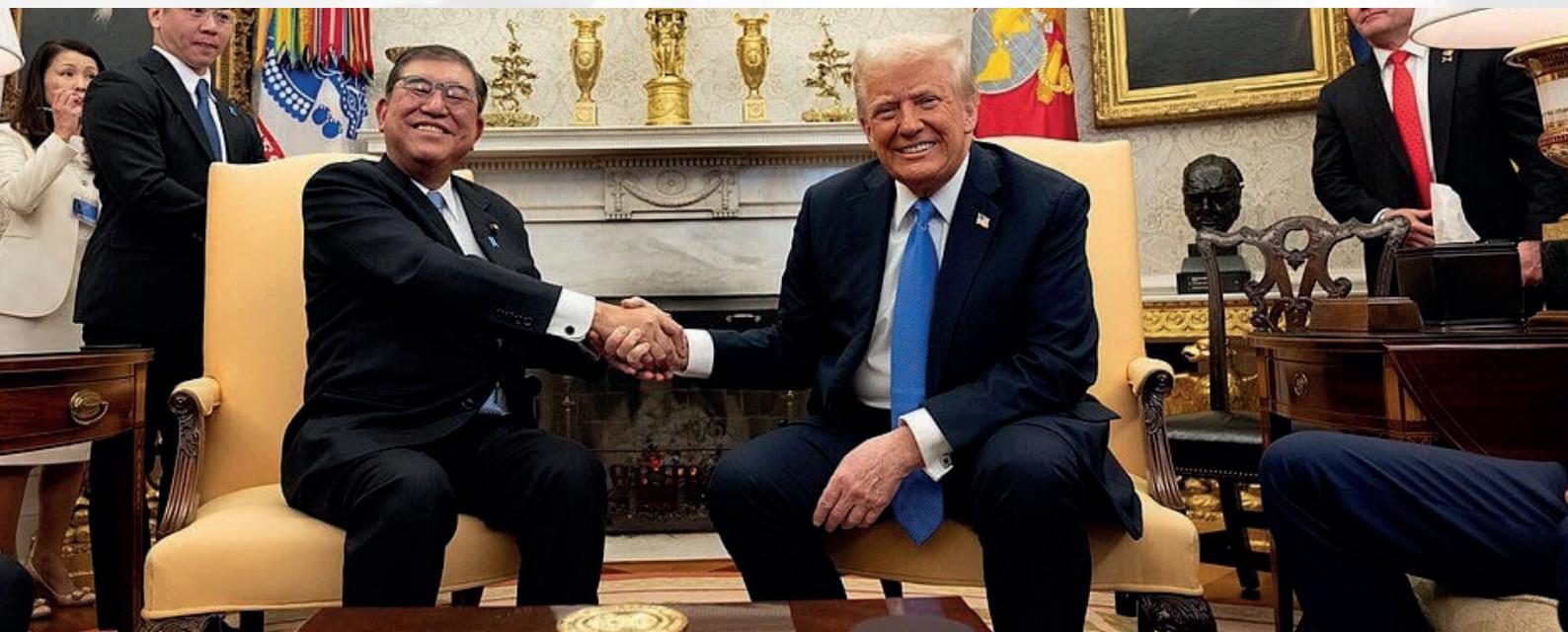
Globalement, les relations entre le gouvernement central et les collectivités locales sont restées coopératives et constructives pendant le trimestre. Le Premier ministre Ishiba, ayant lui-même dirigé un fief rural (il fut longtemps élu de la préfecture de Tottori), entretient de bonnes interactions avec les gouverneurs. Sa situation politique précaire le pousse d'ailleurs à ménager les élus locaux, ces derniers pouvant être des relais utiles pour l'opinion. En retour, les gouvernements préfectoraux cherchent le soutien financier de Tokyo pour leurs projets – soutien qui, malgré les contraintes budgétaires, n'a pas fait défaut notamment dans les domaines de la relance régionale, de la prévention des catastrophes naturelles et du redressement de l'économie post-pandémie.

En somme, la politique régionale japonaise au début de 2025 se caractérise par une stabilité des leaders locaux (la plupart des titulaires étant reconduits), une tendance aux alliances larges et apolitiques lors des élections locales, et une complémentarité plutôt qu'une opposition avec le pouvoir central. Ces dynamiques locales relativement consensuelles contrastent avec les turbulences de la politique nationale, ce qui contribue à ancrer la confiance des citoyens dans leurs autorités de proximité même quand le gouvernement de Tokyo traverse des zones de turbulence.

### **III. POLITIQUE ÉTRANGÈRE DU JAPON : CONTINUITÉ STRATÉGIQUE ET AJUSTEMENTS DIPLOMATIQUES**

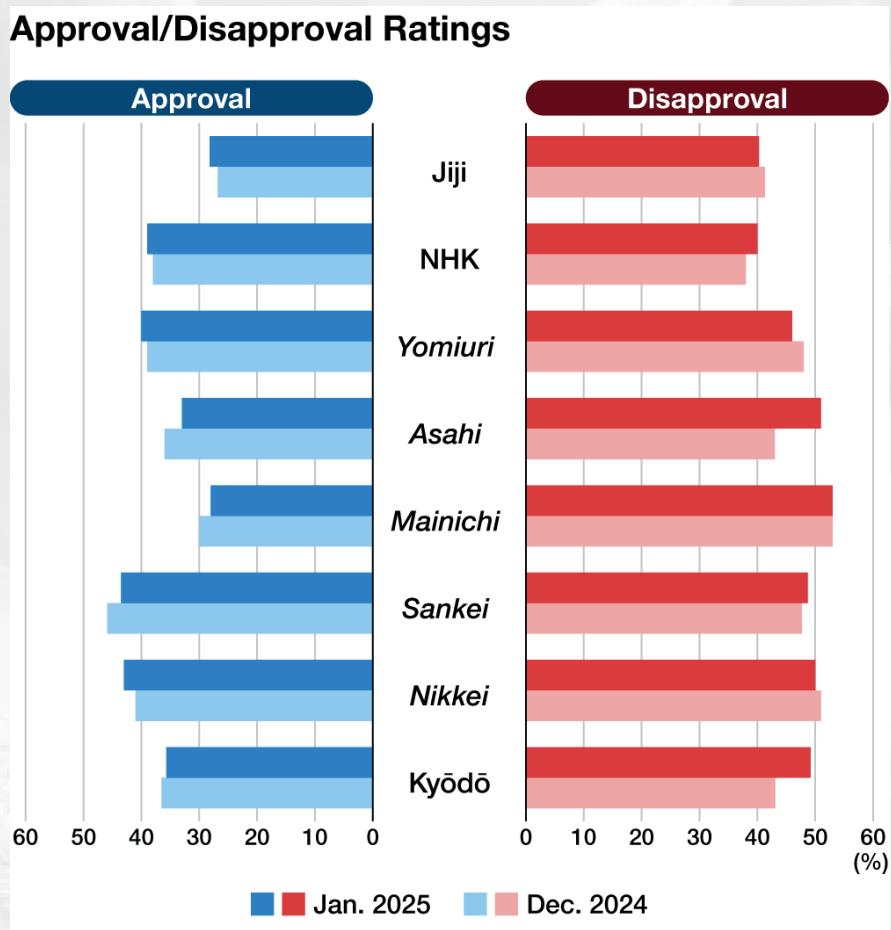
Sur le front international, le Japon a déployé une diplomatie active et pragmatique durant le premier trimestre 2025, s'efforçant de consolider ses alliances traditionnelles tout en stabilisant ses relations avec ses puissants voisins asiatiques. La période a été marquée par l'arrivée d'une nouvelle administration aux États-Unis, la poursuite des efforts de rapprochement avec la Corée du Sud et la Chine, ainsi que la vigilance accrue face aux actions de la Corée du Nord et de la Russie. Le gouvernement Ishiba, bien que fragilisé en politique intérieure, a cherché à maintenir le cap tracé par ses prédécesseurs en matière de politique étrangère, tout en imprimant sa marque par un accent mis sur le dialogue et la dissuasion équilibrés.

#### **1. Alliance nippo-américaine sous la présidence Trump :**



L'événement majeur du trimestre est le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche en janvier 2025, après sa réélection à la présidence des États-Unis. Conscient des implications de ce changement pour la sécurité et l'économie du Japon, le Premier ministre Ishiba Shigeru a rapidement pris l'initiative de renforcer les liens avec Washington. Il a effectué une visite officielle aux États-Unis les 6–8 février 2025 pour rencontrer le

président Trump, devenant l'un des tout premiers dirigeants étrangers à le faire dans ce nouveau mandat . Lors de leur sommet du 7 février à Washington, les deux chefs d'État ont réaffirmé l'importance de la coopération stratégique étroite entre le Japon et les États-Unis. Ishiba a exprimé sa volonté de travailler avec le président américain « pour approfondir l'alliance nippo-américaine sur les plans sécuritaire et économique, et la porter à de nouveaux sommets »



**Notes:** Questions asked to respondents and methodologies differ for each organization. Jiji uses individual interviews, Mainichi uses texts sent to mobile phones and automated response queries sent to fixed phones, and the other companies use randomized calls to mobile and fixed phone numbers. Jiji and NHK carried out their surveys around January 10–13, Yomiuri, Asahi, Mainichi, and Sankei around January 17–19, and Nikkei and Kyodo around January 24–26.

nippon.com

Un communiqué conjoint a souligné la détermination commune à « éléver l'alliance Japon-États-Unis à de nouveaux horizons » pour promouvoir la paix dans la région Indo-Pacifique .Concrètement, Tokyo et Washington entendent poursuivre le renforcement de leurs capacités de dissuasion combinées face aux menaces régionales (Chine, Corée du Nord) et approfondir leurs consultations sur les questions économiques sensibles (sécurité des chaînes d'approvisionnement, technologies critiques).

Néanmoins, le retour de Donald Trump s'accompagne de certaines incertitudes pour Tokyo, en particulier sur le front commercial. Dès février, des déclarations de la nouvelle administration américaine laissant entrevoir la possible réintroduction de droits de douane punitifs sur les automobiles étrangères ont suscité l'inquiétude au Japon .



La perspective de nouvelles barrières commerciales américaines contre l'industrie automobile japonaise (comme ce fut le cas durant le premier mandat de M. Trump) constitue un défi potentiel pour l'économie nippone, très dépendante de ses exportations de véhicules. Le gouvernement Ishiba a indiqué « étudier toutes les options » pour défendre les intérêts de ses industries en cas de tensions commerciales



. Cependant, jusqu'à fin mars, aucun différend majeur n'a éclaté publiquement et les canaux de négociation demeurent ouverts. Tokyo mise sur le dialogue privilégié avec Washington pour éviter qu'une guerre commerciale ne vienne perturber la coopération stratégique. Sur le plan de la sécurité, l'alliance reste solide : les forces américaines stationnées au Japon continuent d'être un pilier de la défense japonaise, et l'augmentation du budget militaire nippon s'inscrit dans le partage du fardeau voulu par les deux alliés . En mars, le Japon a par ailleurs testé le déploiement de nouveaux missiles longue portée capables d'atteindre des cibles en Corée du Nord ou sur la côte chinoise ,

### 2025年度予算案の概要

#### 歳出(支出)

社会保障 関係費	38兆2938億円
社会保障 関係費以外	29兆8133億円
地方交付税 交付金など	18兆8728億円
国債費	28兆2179億円
計 115兆1978億円	

#### 歳入(収入)

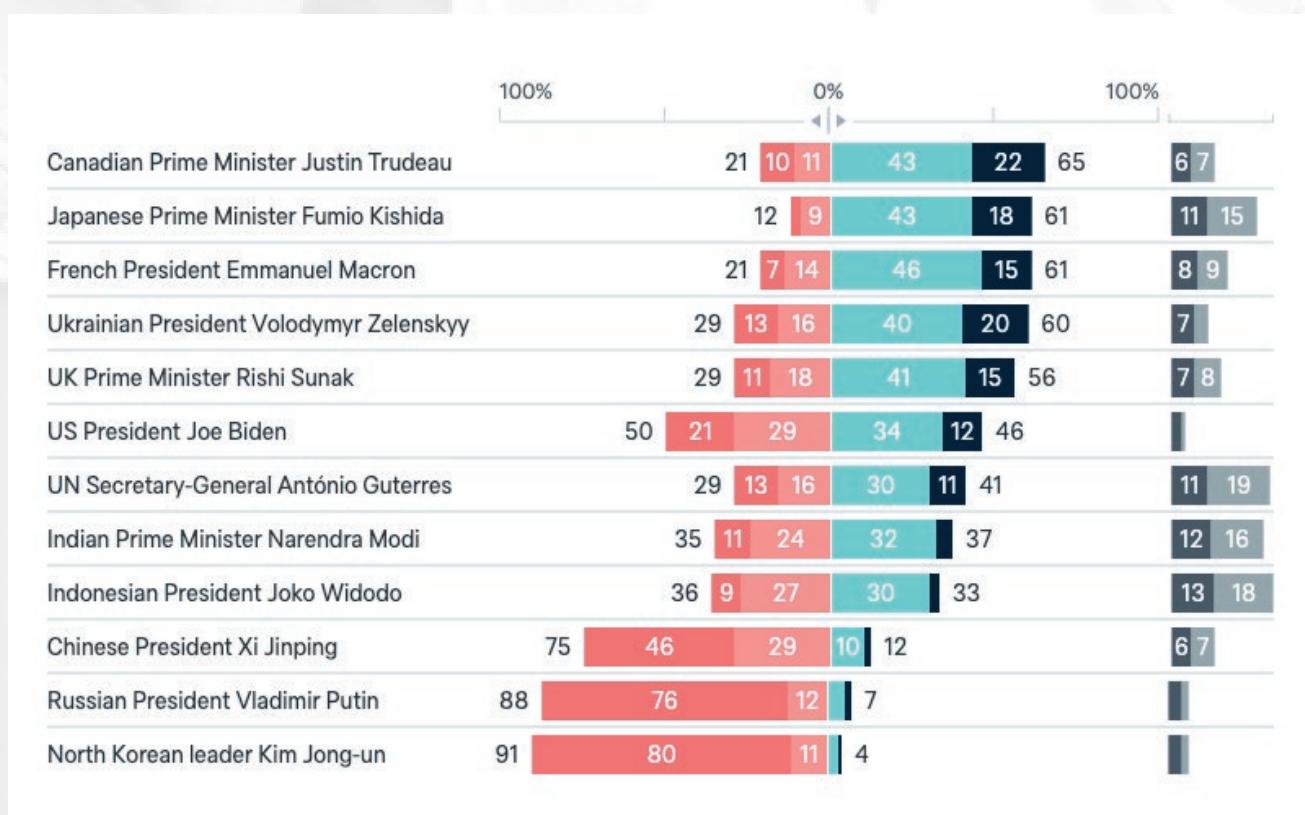
税収	77兆8190億円
その他収入	8兆7318億円
新規国債発行	28兆6471億円
計 115兆1978億円	

※各項目の金額は四捨五入しているため、合計の金額と一致しないことがある

dans le cadre de sa stratégie d'augmentation des capacités de contre-attaque – évolution rendue possible par l'appui américain. Ainsi, l'axe Tokyo-Washington demeure le pivot de la politique étrangère japonaise, même si le Japon reste vigilant face aux imprévisibles revirements du président Trump, notamment sur les questions multilatérales (climat, commerce) où un décalage de priorités pourrait se manifester.

## 2. Relations avec la Chine : entre détente prudente et vigilance territoriale

Le Japon a simultanément œuvré à améliorer son dialogue avec la Chine, son puissant voisin et premier partenaire commercial, tout en maintenant sa position ferme sur les différends de souveraineté. Après plusieurs années de tensions (liées à Hong Kong, Taïwan, îles Senkaku, etc.), des signaux positifs sont apparus. Dès fin 2024, Ishiba Shigeru avait rencontré le président chinois Xi Jinping en marge d'un sommet international, les deux dirigeants convenant de promouvoir une « relation sino-japonaise mutuellement bénéfique orientée vers l'avenir ». Ce dégel mesuré s'est poursuivi au premier trimestre 2025.



Un geste concret de Pékin a particulièrement retenu l'attention en février : la Chine a retiré une bouée maritime controversée qu'elle avait installée depuis juillet 2023 dans la zone économique exclusive (ZEE) du Japon, à proximité des îles Senkaku administrées par Tokyo et revendiquées par Pékin ( China removes buoy in Japan's EEZ near Senkakus amid warming ).

Le 12 février, le porte-parole du gouvernement japonais a confirmé que cette bouée chinoise, symbole des incursions maritimes de Pékin, avait été déplacée hors des eaux japonaises (. Cette mesure, annoncée également par les autorités chinoises, a été interprétée comme un geste d'apaisement de la part de Pékin . Elle pourrait ouvrir la voie à la reprise d'un sommet bilatéral de haut niveau plus tard dans l'année, ont commenté les analystes . En effet, la présence de cette bouée dans la ZEE nippone était perçue comme une provocation par Tokyo ; son retrait, tout en ne réglant pas le litige territorial de fond, « dégage une épine du pied » des discussions diplomatiques en préparation.



Ce rapprochement prudent s'est illustré fin mars par la tenue à Tokyo d'une réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères du Japon, de la Chine et de la Corée du Sud – une première depuis plusieurs années. Le 21 mars, le ministre chinois Wang Yi et son homologue sud-coréen Cho Tae-yong ont rencontré le chef de la diplomatie japonaise Iwaya Takeshi à Tokyo pour discuter des enjeux régionaux et d'une éventuelle relance du sommet trilatéral des dirigeants . À cette occasion, le Premier ministre Ishiba a reçu les deux ministres et a déclaré son souhait de bâtir avec Pékin et Séoul des « relations de coopération tournées vers l'avenir », insistant sur le fait que « malgré des différends inévitables entre voisins, il convient de dialoguer pour résoudre les problèmes et unir nos forces pour contribuer ensemble au monde »



Ishiba a exprimé son impatience à l'idée d'accueillir prochainement un sommet Japon-Chine-Corée au Japon, interrompu depuis 2019. Cette diplomatie proactive indique que Tokyo cherche à normaliser prudemment ses rapports avec Pékin, en capitalisant sur la volonté chinoise de réduire ses tensions régionales (motivée en partie par les difficultés économiques intérieures de la Chine et son isolement sur certains dossiers internationaux).

Cependant, le Japon reste vigilant face aux activités chinoises dans son voisinage. Parallèlement aux gestes de bonne volonté comme l'affaire de la bouée, Pékin n'a pas cessé ses patrouilles régulières en Mer de Chine orientale. En mars, Tokyo a déposé une protestation officielle après l'incurseion de quatre navires des garde-côtes chinois dans les eaux territoriales autour des îles Senkaku .



Le ministère japonais des Affaires étrangères a réitéré que ces îles font partie intégrante du territoire japonais et qu'aucune violation de sa souveraineté ne serait tolérée. Ainsi, la détente sino-japonaise reste fragile et conditionnée au comportement de la Chine dans les zones disputées. Sur d'autres contentieux, comme les restrictions chinoises à l'importation de produits alimentaires japonais (imposées après le rejet en mer des eaux traitées de Fukushima en 2023), aucun progrès notable n'a été enregistré au premier trimestre 2025.

En matière de sécurité, Tokyo continue de coordonner avec Washington et ses alliés pour dissuader toute aventure chinoise à Taïwan ou en mer de Chine méridionale, tout en maintenant ouverts les canaux de communication avec Pékin pour éviter les malentendus militaires. Cette approche duale de fermeté sur les principes et de dialogue sur les pratiques caractérise la politique d'Ishiba vis-à-vis de la Chine. Le Premier ministre japonais a résumé cette position lors d'un échange en janvier, affirmant vouloir « promouvoir le dialogue sur la base des intérêts nationaux, tout en traitant avec résolution les questions difficiles » avec la Chine.



### **3. Rapprochement avec la Corée du Sud : l'élan se poursuit**

Les relations nippo-coréennes, qui se sont nettement améliorées depuis l'arrivée au pouvoir en 2022 du président sud-coréen Yoon Suk-yeol (favorable à un rapprochement avec Tokyo), ont continué sur cette lancée positive au début de 2025. Après les sommets bilatéraux de 2023 qui avaient permis de résoudre partiellement le contentieux historique du travail forcé en période coloniale, Tokyo et Séoul ont maintenu un dialogue étroit, notamment face aux menaces nord-coréennes communes. La réunion trilatérale des ministres des Affaires étrangères de mars 2025 a confirmé cette convergence : Japon et Corée du Sud, en tant qu'alliés clés

des États-Unis en Asie, coordonnent leurs efforts avec Washington pour la stabilité régionale . Ishiba Shigeru a souligné auprès de ses interlocuteurs chinois et coréen l'importance que Japon, Corée du Sud et Chine collaborent ensemble pour contribuer aux défis globaux, signe que Tokyo voit d'un bon œil l'institutionnalisation du dialogue trilatéral .



Sur le plan bilatéral, aucune crise notable n'est survenue entre Tokyo et Séoul durant le trimestre – contraste frappant avec les vives tensions qui opposaient les deux pays il y a encore quelques années. Au contraire, des avancées pratiques ont eu lieu : en février, le Japon et la Corée du Sud sont convenus de reprendre l'organisation régulière de sommets bilatéraux annuels, interrompus depuis 2018. Les deux gouvernements ont également poursuivi leur coopération en matière de défense anti-missile et d'échange de renseignements. Le pacte d'échange d'informations militaires (GSOMIA) – que Séoul menaçait de dénoncer en 2019 – fonctionne désormais normalement, facilitant les réponses coordonnées face aux lancements de missiles nord-coréens .



Par ailleurs, le rapprochement culturel se poursuit : le succès réciproque de la J-pop au sud et de la K-culture (dramas, K-pop) au Japon contribue à améliorer l'opinion publique de part et d'autre. Des sondages début 2025 montrent une image du Japon en nette amélioration auprès des Sud-Coréens et vice-versa. Le président Yoon et le PM Ishiba prévoient de se rencontrer en personne lors d'un prochain sommet (probablement en marge d'un G7 ou d'un sommet trilatéral). Le ton est donc à la réconciliation durable entre les deux démocraties d'Asie de l'Est, ce qui renforce le front commun face aux défis régionaux et réduit l'espace pour l'ingérence de la Chine ou la Corée du Nord dans leur relation.

#### **4. La menace nord-coréenne et la posture de défense du Japon :**

Le régime nord-coréen de Kim Jong-un a poursuivi sans relâche ses provocations militaires au cours du trimestre, rappelant aux Japonais que la menace balistique reste très présente. Le 6 janvier 2025, Pyongyang a procédé à son premier tir de missile de l'année, lançant un projectile balistique de portée intermédiaire (IRBM) vers la mer du Japon. Le missile a parcouru environ 1 100 km, tombant dans les eaux entre la Corée et le Japon sans incident, mais démontrant la capacité nord-coréenne de frapper potentiellement l'ensemble du territoire japonais. Ce lancement – intervenu alors que le secrétaire d'État américain était en visite à Séoul – a été suivi d'autres tests en février et mars, y compris des salves de missiles balistiques à courte portée sur deux jours consécutifs début mars. À chaque fois, les Forces d'autodéfense japonaises ont placé en alerte leurs systèmes antimissiles et le gouvernement a protesté vigoureusement contre ces violations des résolutions de l'ONU.



Face à ces menaces, le Japon continue de renforcer sa posture de défense. Le budget 2025 consacre une hausse notable des crédits à la défense antimissile et aux capacités de contre-attaque. Tokyo a commandé l'an dernier des missiles de croisière Tomahawk américains et investit dans le développement de missiles hypersoniques nationaux, conformément à sa nouvelle stratégie de sécurité adoptée en 2022. Par ailleurs, le Japon a intensifié sa coopération militaire avec la Corée du Sud et les États-Unis : des exercices trilatéraux de détection et suivi de missiles ont eu lieu en mer du Japon en février. Le retour de Donald Trump n'a pas remis en question l'engagement américain à défendre le Japon contre la Corée du Nord, bien que Tokyo surveille de près les signaux de Washington vis-à-vis de Pyongyang. Si M. Trump devait tenter une nouvelle négociation directe avec Kim Jong-un (comme en 2018–19), le Japon insisterait pour que la question des citoyens japonais enlevés par la Corée du Nord dans les années 1970–80 soit intégrée aux pourparlers. D'ailleurs, lors de la réunion de mars avec les ministres chinois et sud-coréen, Ishiba a demandé l'appui de Pékin et Séoul pour résoudre ce problème humanitaire crucial.



## 5. Relations avec la Russie et engagement sur la crise ukrainienne :

Du côté de la Russie, aucun progrès n'a été enregistré dans le contentieux bilatéral, sur fond de guerre en Ukraine. Le dialogue diplomatique sur le traité de paix (incluant la dispute des îles Kouriles/STerritoires du Nord) reste gelé depuis l'invasion de l'Ukraine par Moscou en février 2022. Le Japon maintient fermement ses sanctions contre la Russie en

coordination avec ses partenaires du G7, et a continué en 2025 de dénoncer l'agression russe. Le 24 février 2025, lors d'un sommet en ligne du G7 commémorant les trois ans du début de la guerre, le Premier ministre Ishiba a mis en garde les dirigeants du G7 contre tout compromis hâtif avec Moscou qui laisserait entendre que « le statu quo peut être modifié par la force »

Il a souligné la nécessité de demeurer unis pour aboutir à une paix « juste et durable » en Ukraine et de ne pas envoyer de message de faiblesse au Kremlin.



En effet, Tokyo est particulièrement alarmé par les informations crédibles faisant état de l'implication de la Corée du Nord aux côtés de la Russie dans le conflit ukrainien. Dès novembre 2024, le ministre japonais des Affaires étrangères avait effectué une visite surprise à Kyiv et signé un accord de partage de renseignements avec l'Ukraine, en dénonçant la présence de troupes nord-coréennes sur le front russe. Cette collusion entre deux adversaires du Japon – la Russie et la Corée du Nord – conforte Tokyo dans sa ligne dure à l'égard de Moscou. Aucune ouverture diplomatique ne s'est produite au premier trimestre : le gouvernement russe continue d'exclure le Japon des négociations de paix ou des échanges de prisonniers impliquant éventuellement des citoyens japonais retenus en Ukraine. De son côté, le Japon a discrètement prolongé en mars l'accueil de réfugiés ukrainiens sur son sol et planifié l'envoi d'une nouvelle aide (non-létale) pour la reconstruction des infrastructures énergétiques ukrainiennes endommagées.

Sur les questions territoriales nippo-russes (comme les îles au nord de Hokkaidō), le statu quo prévaut. La rupture du dialogue fait que les anciens habitants japonais de ces îles, qui pouvaient autrefois s'y rendre pour des pèlerinages familiaux, n'ont pas obtenu d'autorisations spéciales cette année. La Russie a par ailleurs renforcé sa présence militaire dans l'Extrême-Orient (exercices navals en mer d'Okhotsk, déploiement de missiles côtiers), ce qui est surveillé de près par Tokyo. Le Japon s'efforce cependant de limiter les risques d'incident direct avec la Russie : en mars, il a évité de sur-réagir lorsqu'un avion militaire russe a pénétré brièvement son espace aérien (incident qualifié d'« involontaire » par Moscou).



En définitive, sur la scène internationale, le Japon de début 2025 apparaît fidèle à ses alliances (avec l'Occident, en particulier le G7) et à ses principes (défense de l'ordre international fondé sur le droit), tout en pratiquant un engagement diplomatique mesuré avec les puissances voisines. Ishiba Shigeru, malgré ses soucis intérieurs, a réussi à maintenir l'élan de la diplomatie japonaise : alliance renforcée avec les États-Unis, rapprochement avec Séoul, gestion prudente mais ouverte avec Pékin, et participation active aux efforts internationaux face à la crise ukrainienne. Cette cohérence extérieure, déjà amorcée sous ses prédécesseurs, offre au Japon une stature de partenaire fiable et actif sur la scène mondiale. Les prochains mois présenteront toutefois des défis supplémentaires, notamment la coordination avec l'imprévisible administration Trump, le suivi des promesses chinoises de détente, et la préparation du sommet du G7 de 2025 où Tokyo devra afficher des résultats, tout en naviguant en politique intérieure dans un contexte électoral domestique sensible.

# Conclusion

Le premier trimestre 2025 a été une période charnière pour la politique japonaise, marquée par des évolutions significatives aussi bien en politique intérieure qu'en affaires extérieures. Sur le plan national, le Japon expérimente un mode de gouvernance inédit depuis des décennies : un gouvernement minoritaire dirigé par Ishiba Shigeru, qui a dû multiplier les compromis avec l'opposition pour faire avancer son programme. Malgré une situation parlementaire précaire et quelques scandales entamant la confiance publique, l'administration Ishiba est parvenue à faire adopter un budget clé en y intégrant des mesures transpartisanes, et a initié des réformes bienvenues sur le financement de la politique. Toutefois, la baisse de popularité du Premier ministre et l'approche des élections de juillet 2025 laissent planer des incertitudes sur la stabilité du pouvoir central dans les mois à venir.

Au niveau régional, les élections locales de ce début d'année ont souligné la continuité des leaderships locaux et la culture du consensus qui prévaut souvent dans la gouvernance des préfectures. Les gouverneurs réélus – de Yamagata à Fukuoka – incarnent la confiance des citoyens dans la gestion pragmatique de leur région, parfois avec l'appui conjoint de partis rivaux au niveau national. Cette autonomie locale, relativement préservée des turbulences de Tokyo, permet aux collectivités d'innover et de répondre aux enjeux spécifiques (déclin démographique, développement économique régional) tout en collaborant avec l'État central sur les grands projets (infrastructures, sécurité civile).

En politique étrangère, le Japon a fait preuve de continuité stratégique et de sang-froid dans un environnement international en recomposition. L'alliance avec les États-Unis a été réaffirmée au plus haut niveau, tout en s'ajustant au retour d'un partenaire américain moins prévisible. Les efforts diplomatiques envers Séoul et Pékin commencent à porter leurs fruits, avec un dégel mesuré des relations trilatérales en Asie de l'Est. Parallèlement, Tokyo maintient une ligne ferme vis-à-vis des menaces que représentent le programme balistique nord-coréen et l'agression russe en Ukraine, s'alignant avec ses alliés du G7 pour défendre le droit international. Le Premier ministre Ishiba a ainsi su naviguer sur la scène mondiale sans heurts, donnant au Japon l'image d'un pays stable et engagé, en contraste avec les difficultés politiciennes internes.

En conclusion, l'activité politique japonaise de janvier à mars 2025 témoigne d'une résilience des institutions et d'une adaptabilité du système politique face à de nouveaux défis. Le Parlement fragmenté a su trouver des terrains d'entente sur l'essentiel, les dirigeants locaux ont continué de jouir d'une forte légitimité, et la diplomatie japonaise a

poursuivi ses objectifs de sécurité et de coopération internationale. Les prochains mois seront décisifs pour confirmer ces tendances : le résultat des élections de mi-année et la capacité du gouvernement central à regagner la confiance publique détermineront la marge de manœuvre du Japon pour aborder la seconde moitié de 2025, où l'attendent tant des échéances nationales (poursuite du redressement économique, réformes structurelles) que des rendez-vous internationaux (Exposition d'Osaka, potentiels sommets bilatéraux et multilatéraux). L'ambassade de la République du Congo au Japon continuera de suivre attentivement ces développements afin d'en rendre compte objectivement à Brazzaville et de favoriser une meilleure compréhension mutuelle entre nos deux pays.



## Bibliographie

- Asahi Shimbun (朝日新聞) – « (Article en anglais décrivant l'adoption du budget 2025 et les révisions apportées sous la contrainte d'un Parlement sans majorité.)



- Asahi Shimbun – « Ishiba warns G-7 against sending wrong signal on Ukraine war », 25 fév. 2025 (Compte rendu en anglais de l'intervention du PM Ishiba lors d'un sommet en ligne du G7, où il exhorte à l'unité sur la question ukrainienne.)



- Kyodo News (共同通信) – « Ishiba's Cabinet support dives below 30%, lowest since taking office », 23 mars 2025. (Dépêche en anglais présentant les résultats d'un sondage Kyodo de mars 2025, marqués par la chute de popularité du Cabinet Ishiba après l'affaire des chèques-cadeaux.)



- Kyodo News – « Osaka Gov. Yoshimura elected head of Japan's No. 2 opposition party », 1 déc. 2024. (Article en anglais annonçant l'élection du gouverneur d'Osaka Hirofumi Yoshimura à la tête du parti Nippon Ishin, avec contexte sur les élections législatives d'octobre 2024.)



- Japan Times – « (Article en anglais rapportant la réélection historique de Mieko Yoshimura à Yamagata et le résultat simultané à Gifu, avec les soutiens partisans pour chaque candidat.)



- Japan Times – « Chiba Gov. Toshihito Kumagai wins reelection bid as turnout dips », 17 mars 2025 . (Brève en anglais sur la victoire du gouverneur Kumagai à Chiba, mentionnant l'appui de cinq partis et ses promesses de campagne, ainsi que la baisse de la participation.)



- Japan Times – « Fukuoka Gov. Seitaro Hattori wins second term », 24 mars 2025 . (Article en anglais relatant la réélection du gouverneur Hattori à Fukuoka, avec ses soutiens politiques et les thèmes de sa campagne.)



- Japan Times – « China removes buoy in Japan's EEZ near Senkakus amid warming ties », 12 fév. 2025( China removes buoy in Japan's EEZ near Senkakus amid warming ties - The Japan Times ). (Article en anglais détaillant le retrait par la Chine d'une bouée installée près des îles Senkaku, et le contexte d'amélioration des relations sino-japonaises.)



- Kyodo News – « Japan PM seeks "future-oriented" ties with China, South Korea », 22 mars 2025 . (Dépêche en anglais sur la rencontre d'Ishiba avec les ministres des Affaires étrangères chinois et sud-coréen à Tokyo, avec ses déclarations sur la coopération trilatérale.)



- Japan Times – « North Korea fires off intermediate-range missile in first launch of 2025 », 6 janv. 2025 . (Article en anglais rapportant un tir de missile nord-coréen début janvier et les réactions de la Corée du Sud et du Japon.)



- Nippon.com – « Little Progress for Ishiba on the Popularity Front », 5 fév. 2025 (Analyse bilingue présentant les résultats des sondages d'opinion de janvier 2025 au Japon, avec comparaison des taux d'approbation/désapprobation du gouvernement Ishiba.)



- Nippon.com – « LDP Losses: October 2024 Japanese Election Ends the "Neo-1955 Setup" », 30 oct. 2024 . (Article en anglais analysant la défaite du PLD aux législatives de 2024, avec chiffres des sièges perdus et facteurs explicatifs tels que le scandale financier.)



- Jiji Press (via Japan Times) – « DPP's quadrupling of seats burnishes its potential as a coalition partner », 28 oct. 2024 . (Article en anglais sur la performance du Parti démocrate pour le Peuple aux élections 2024



et son rôle possible dans la coalition, mentionnant aussi les résultats du PCD.)

- Reuters – « Japan PM Ishiba's approval rate rises 5 points to 44%, NHK poll shows », 10 fév. 2025 (Dépêche signalant une embellie temporaire de la cote de popularité d'Ishiba dans un sondage NHK après sa visite aux États-Unis.)
- Okinawa Times (沖縄タイムス) – « 115兆円超の2025年度予算が成立 少数与党、異例の2回修正 », 1 avr. 2025 (. (Article en japonais soulignant le caractère inédit des deux révisions du budget 2025 nécessaires à son adoption par un gouvernement minoritaire.)



(Les sources ci-dessus comprennent des articles de presse japonais majeurs – Asahi, Yomiuri (via nippon.com), Mainichi (via nippon.com), Nikkei (via Reuters/Jiji) – ainsi que des dépêches d'agences japonaises Kyodo et Jiji en anglais. Elles témoignent de la diversité des points de vue utilisés pour élaborer ce rapport factuel.)



## Dr. Ange NSOUADI

- 👤 +1 (514) 690-1208
- ✉ ange\_nsouadi@hotmail.com
- 🌐 www.ange-nsouadi.com
- 🌐 www.visionmetrik.com
- 👤 Embassy of Congo in Japan : 16-4
- 📍 Denenchofu, Ota-ku, Tokyo, 145-0071